

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)  
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**09 heures 10**

01)	<b>DOSSIER N° 2404992</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 7 août 2024 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Guinée et lui a interdit le retour sur le territoire pendant une durée d'un an	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître TUYAA BOUSTUGUE François (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
02)	<b>DOSSIER N° 2303855</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	TS : Demande d'annuler la décision du 26 mai 2023 par laquelle le préfet du Finistère a refusé d'enregistrer sa demande de délivrance d'un titre de séjour et par conséquent a refusé de lui délivrer un titre de séjour	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	<b>DOSSIER N° 2404994</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 7 août 2024 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Tchad et lui a interdit le retour sur le territoire pendant une durée d'un an	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	CABINET D'AVOCATS LE STRAT
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 10**

---

04) DOSSIER N° 2405099 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** OQTF 6 MOIS : Demande d'annuler l'arrêté du 7 août 2024 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Mongolie et lui a interdit le retour sur le territoire pendant une durée d'un an

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	CABINET D'AVOCATS LE STRAT
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

---

05) DOSSIER N° 2303278 RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert

---

**Titre de l'affaire** TS : demande d'annuler la décision implicite par laquelle le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

Arrêté le 22/10/2024  
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)  
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**09 heures 30**

---

01) DOSSIER N° 2204571 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** CFE et TF : demande de prononcer la décharge de la cotisation foncière des entreprises au titre des années 2017 à 2021 et de taxe foncière au titre des années 2019 et 2020 qui lui ont été assignées dans les rôles de la commune de Ploneour Lanvern (29)

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SASU LARZUL	SOCIETE D'AVOCATS RGM (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	

---

---

02) DOSSIER N° 2204839 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** TFPB : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Plouneour-Lanvern (29) au titre de l'année 2021

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SASU LARZUL	SOCIETE D'AVOCATS RGM (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

---

---

03) DOSSIER N° 2204840 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** CFE : demande de prononcer la décharge de la cotisation foncière des entreprises qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Plouneour-Lanvern au titre de l'année 2021

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SASU LARZUL	SOCIETE D'AVOCATS RGM (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 30**

04)	<b>DOSSIER N° 2201713</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler les décisions des 31 mars, 30 avril et 4 juin 2021 en tant que l'aide sur le fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 ne lui a pas été attribuée en tant qu'entreprise ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public pour les mois de janvier à avril 2021 - AIDE COVID	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SARL COIRALL	CABINET D'AVOCATS THALAMAS LACLAU (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
05)	<b>DOSSIER N° 2204587</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	IR - demande de prononcer la décharge en droits et pénalités de la cotisation supplémentaire de l'impôt sur le revenu, au titre de l'année 2013.(Art 150 U II 1°du CGI - plus-value immobilière)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LE FRIANT (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
06)	<b>DOSSIER N° 2204344</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 18 juillet 2022 par laquelle le ministre des armées a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé devant la commission des recours des militaires tendant à l'annulation de son bulletin de notation annuelle au titre de l'année 2021, ensemble son bulletin de notation établi au titre de l'année 2021 notifié le 24 février 2022	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS CASSEL
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DES ARMEES	

**09 heures 30**

07)	<b>DOSSIER N° 2203275</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler l'arrêté n° DP0291632200046 du 31 mai 2022 par lequel le maire de la commune de Pleyber-Christ s'est opposé à la déclaration préalable présentée pour l'installation d'un relais de radiotéléphonie mobile sur un terrain situé lieudit *	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SAS HIVORY	SOCIETE D'AVOCATS LPA - CGR AVOCATS
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DE PLEYBER-CHRIST	
08)	<b>DOSSIER N° 2204514</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	IR : demande de prononcer la décharge en droits, intérêts de retard des cotisations supplémentaires à l'impôt sur le revenu auxquelles il a été assujetti au titre des années 2016 et 2017 (art 200 CGI et frais professionnels)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS JURISDOMUS
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
09)	<b>DOSSIER N° 2205287</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	IR : demande de prononcer la décharge en droits et pénalités de la cotisation supplémentaire à l'impôt sur le revenu à laquelle il a été assujetti au titre de l'année 2018 (art 200 CGI et frais professionnels)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS JURISDOMUS
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 30**

10)	<b>DOSSIER N° 2202106</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demandant d'annuler le certificat d'urbanisme n° CU05620522Y0003 du 28 mars 2022 par lequel la maire de la commune de Saint-Armel a certifié que le terrain, cadastré section ZI n° 57, situé route de Tascon ne pouvait pas être utilisé pour une division en vue de la création d'un lot à bâtir	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DE SAINT-ARMEL	
11)	<b>DOSSIER N° 2205543</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 23 septembre 2022 par laquelle le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine a rejeté leur demande de décharge de la taxe d'aménagement qui leur a été appliquée suite à la reconstruction de leur maison d'habitation sinistrée le 14 mai 2020	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame Monsieur	
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
<b>Observateur</b>	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU MORBIHAN	
12)	<b>DOSSIER N° 2203994</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 20 juillet 2021 par laquelle la direction départementale des Finances Publiques du Morbihan lui a demandé le remboursement d'un trop-perçu de l'aide exceptionnelle sur le fonds de solidarité à destination des entreprises fragilisées par l'épidémie Covid-19 (FSE) au titre du mois de janvier 2021, la décision du 15 juin 2022 de rejet de son recours préalable – AIDE COVID	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 30**

---

13) DOSSIER N° 2204443 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** Demande d'annuler la décision implicite par laquelle le ministre des armées a rejeté sa demande de versement de l'indemnité de sujétion pour absences opérationnelles (ISAO) au titre de février 2022

**Nom des parties**

**Représentants des parties**

**Demandeur** Monsieur  
**Défendeur** MINISTERE DES ARMEES

---

14) DOSSIER N° 2300960 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** OQTF 6 MOIS : demande d'annuler la décision implicite du préfet d'Ille-et-Vilaine de refus de délivrance d'un récépissé de demande de titre de séjour et l'arrêté du 19 juillet 2024 lui refusant le titre sollicité, l'obligeant à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de la Somalie et lui interdisant le retour sur le territoire pour une durée de cinq ans

**Nom des parties**

**Représentants des parties**

**Demandeur** Monsieur  
**Défendeur** PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)

Arrêté le 22/10/2024

Le président du tribunal

tenue par Monsieur Albouy, magistrat-désigné  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**10 heures 15**

01)	<b>DOSSIER N° 2201714</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Taxe d'habitation sur les locaux vacants au titre de l'année 2021 - demande de décharge (vacance d'immeuble)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>		SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
02)	<b>DOSSIER N° 2204160</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	TF : demande de prononcer la décharge partielle de la taxe foncière pour l'année 2020	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SARL KERALEX	SARL PARTNER DAF'R
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

Arrêté le 22/10/2024

Le président du tribunal